



GT du 3 octobre 2025 (gestion des récupérations horaires et des heures supplémentaires au sein de la DI PACA-Corse)

Déclaration liminaire intersyndicale de boycott

Monsieur le Directeur interrégional,

Un constat alarmant et ...accabrant :

Une totale absence de dialogue social à tous les étages que nous déplorons et ne supportons plus.

Nos confédérations et unions interprofessionnelles dénoncent depuis des mois, pour ne pas dire des années, des problèmes qui remontent jusqu'au niveau gouvernemental. Cette situation a été une nouvelle fois mise en lumière ce jeudi 2 octobre, avec un mouvement social qui s'ajoute à une longue série.

Nous dénonçons fermement la situation au sein de notre administration des douanes, qui devient de plus en plus problématique. Les réorganisations et restructurations se multiplient, souvent menées de manière précipitée et sans véritable consultation, ce qui crée un climat de tension et d'insatisfaction.

Alors nous direz-vous, qu'en est-il du dialogue social au sein de la DI PACA-Corse ?

Malheureusement, jamais deux sans trois...

Visiblement le message que nous voulions vous faire passer le 1^{er} et 10 juillet derniers, dans le cadre de notre double boycott n'a pas été compris.

Ces boycotts visaient à exprimer notre profond mécontentement, pour ne pas dire colère d'un CSAL dont l'un des points principaux concernait une pseudo discussion sur le schéma d'emploi 2025 à l'échelle de notre DI et surtout l'enterrement première classe, de la notion d'effectif de référence ! Maintenant c'est le flou artistique le plus total pour la gestion prévisionnelle des effectifs au sein de notre DI.

Désormais place à cette notion fumeuse « d'effectifs physiques cible », reprise dans votre document de travail, relatif au point à l'ordre du jour n°2 de votre prochain CSAL convoqué le 7 octobre. A savoir, le transfert anxiogène, pour nos collègues concernés (en vérité pour faire des économies de bouts de chandelles) de missions CI entre les bureaux de Draguignan et Toulon, dont toutes les

OS n'ont eu de cesse de dénoncer la justification administrative et les incohérences, dans le cadre de plusieurs GT.

Mais visiblement l'écoute n'est pas votre point fort.

Nous en voulons encore pour preuve, le document préparatoire que vous nous avez envoyé à l'occasion du GT de ce jour, relatif à la gestion des récupérations horaires et heures supplémentaires au sein des bureaux de notre circonscription.

Document préparatoire qui s'apparente, si ce n'est à une provocation, à une sorte de note de service préalable à destination des OS.

Il reprend, et surtout maintient, les principaux points d'achoppements mis en avant à l'occasion d'un premier GT consacré à ce sujet au printemps dernier (notion d'écrêtage imposée alors que l'on parle d'horaires fixes, plafond horaires qui pose question pour certains types de bureaux aux missions de contrôles spécifiques dont on ne prend pas en compte suffisamment, la notion de distance géographique, ou bien encore absence d'harmonie au sein même de bureaux appartenant à une même résidence administrative à l'instar de celle de FOS...).

Enfin bref, nous avons plus que l'impression désagréable qu'au sein de notre DI, on multiplie les projets, les instances, on reconvoque, même après des rejets unanimes, on nous ressert la même soupe. Un autisme administratif en quelque sorte...

C'est devenu un passage en force permanent qui n'est plus acceptable et cela ne correspond en rien à notre conception d'un dialogue social de qualité auquel nous sommes fortement attachés.

Nous convoquer dans le cadre « d'instances dites paritaires », c'est bien, mais pas suffisant, car savoir écouter en prenant en compte certaines de nos remarques/propositions, c'est encore mieux !

En conclusion, nous reprendrons les propos de l'intersyndicale nationale à l'occasion du CSAR du 30 septembre, en vous signifiant, que l'ensemble des OS tient à exprimer ici son total ras-le-bol et nous quittons cette instance.

L'intersyndicale PACA-Corse

CFDT/CFTC-USDFO-SOLIDAIRES-UNSA